

**DIAGNOSTICS IMMOBILIERS****DOSSIER DE DIAGNOSTICS TECHNIQUES**

Articles L.271-4 à 6, R.134-1 à 9 et R.271-1 à 5 du Code de la construction et de l'habitation

**DOSSIER N° 15/01-07301**

Lieu d'expertise

**29, Rue de la Picauderie  
85580 ST MICHEL EN L HERM**

Etage : Oui Lot Non communiqué Section cadastrale Non communiquée

Type de bien : Maison individuelle T4

Période et catégorie de construction : avant 1949 - Habitation, maisons individuelles

Propriétaire

**Monsieur QUINTARD Pierre  
1, Chemin de la Croix 79110 COUTURE D ARGENSON**

Demandeur

Monsieur QUINTARD Pierre en qualité de propriétaire  
1, Chemin de la Croix 79110 COUTURE D ARGENSON**Descriptif : Maison d'habitation à étage de type T4.**

- Murs en pierres.
- Ouvertures en bois et PVC.
- Doublages en plâtre.
- Toiture en tuiles.

**Localisation : Proche bourg.****Diagnostic(s) missionné(s) : Amiante , Plomb , Termites , Performance Energétique , Electricité.**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par Bureau VERITAS CERTIFICATION , 60 avenue du Général de Gaulle 92046 PARIS-LA-DEFENSE CEDEX.

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

## CONCLUSIONS DES DIAGNOSTICS REALISES

### Amiante

Le bien référencé ci-dessus ne contient ni flocages, ni calorifugeages, ni plaques de faux plafond susceptibles de contenir des fibres d'amiante (Liste A).

Rien à signaler en ce qui concerne les murs, poteaux, planchers, plafonds et conduits (Liste B).

### Plomb

Sur un total de 110 unités de diagnostic : 23,64 % non mesurées, 76,36 % de classe 0 (inférieure au seuil réglementaire), 0,00 % de classe 1 (non visible ou non dégradé), 0,00 % de classe 2 (état d'usage) et 0,00 % de classe 3 (dégradé).

En conclusion, les mesures n'ont pas révélé la présence de revêtements contenant du plomb.

Date de validité de ce constat : Illimité.

### Termites

Catégorie de termites en cause : France métropolitaine : termite souterrain

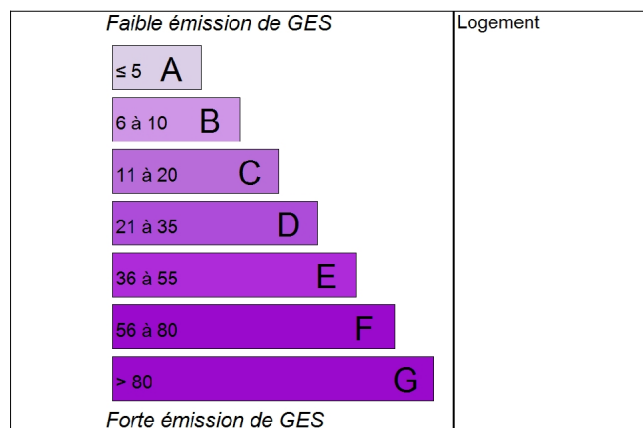
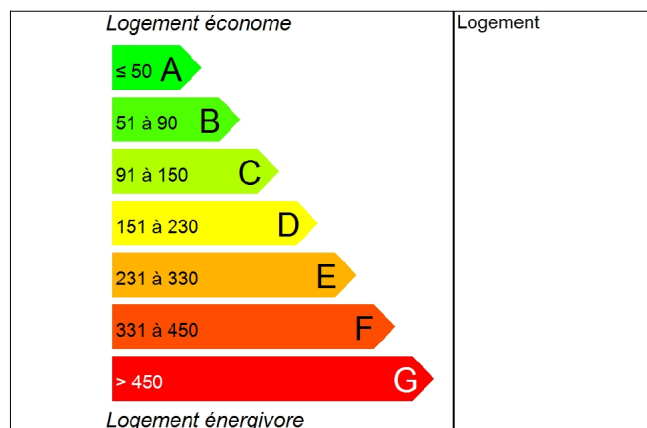
### Performance Energétique

Vente : sur consommation réelle (6.2)

Lire les échelles de consommations énergétiques et d'émissions de gaz à effet de serre ci-après.

### Electricité

L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).



# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

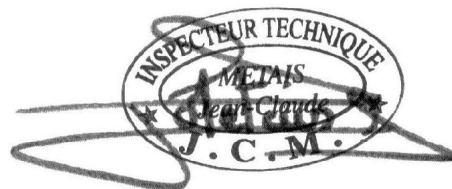
## ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné Mr METAIS Jean-Claude, gérant, atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L 271-6 du CCH\*. J'atteste également disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des constats et diagnostics composant le dossier. Conformément à l'exigence de l'article R 271-3 du même code, j'atteste n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui me confie la mission, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir l'un des états, constats, et/ou diagnostic du Dossier de Diagnostics Technique. En complément à cette attestation sur l'honneur, je joins mes états de compétences validés par la certification et mon attestation d'assurance.

\* article introduisant les garanties de compétence (via la certification de personnes), d'organisation et de moyens appropriés, la souscription à une assurance dans les conditions prévues à l'article R 271-2 et l'exigence d'impartialité et d'indépendance.

Date d'émission : L'ILE D'OLONNE le 20 Janvier 2015

Personne présente : pas d'accompagnant.



Le présent document et son contenu sont protégés par les règles de la confidentialité de notre profession. Toute communication, copie ou révélation de son contenu à d'autre que le(s) destinataire(s) est strictement interdit. Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité. La reproduction d'extraits est interdite sans notre accord préalable. Au cas où ce document ne vous serait pas destiné, nous vous remercions de nous en aviser immédiatement par téléphone et de nous le retourner par voie postale, à nos frais, sans en conserver de copie.

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

**Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante  
pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti  
au titre de l'article R. 1334-13 du Code de la santé publique  
et selon le décret n°2011-629 du 3 juin 2011 et de l'arrêté du 21 décembre 2012**

## RAPPORT N° 15/01-07301



### Désignation du ou des bâtiments bâti(s) :

- Localisation du ou des bâtiments bâti(s) :

Commune et département : **85580 ST MICHEL EN L HERM (Vendée)**

Adresse : **29, Rue de la Picauderie**

Désignation, lots et Type de bien : Maison individuelle T4, Référence cadastrale : Non communiquée, Lot  
référence cadastrale : Non communiqué, étage : Oui

Période de construction : avant 1949

Catégorie de construction : Habitation, maisons individuelles

### Désignation du client :

- Désignation du client :

Monsieur QUINTARD Pierre

1, Chemin de la Croix 79110 COUTURE D ARGENSON

- Si le client n'est pas le donneur d'ordre :

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : propriétaire

- Notaire : non communiqué

### Désignation de l'opérateur de diagnostic :

- Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom prénom : Anthony GODET

- Raison sociale et nom de l'entreprise :

JCM - Z.A. Les Bajonnières 85340 L'ILE D'OLONNE N° siret : 48196501000012

Désignation de la compagnie d'assurance : Allianz IARD N°48 867 864 Date de validité : 30/12/2015

- Certification :

Certification n°2294177 valable jusqu'au 06/07/2019 en date du 07/07/2014 par Bureau VERITAS  
CERTIFICATION

### Diagnostic et conclusion :

- Commande : Fax

- Visite préalable : 0

- Date de visite : Lundi 19 Janvier 2015

Personne présente : pas d'accompagnant.

Date d'émission : L'ILE D'OLONNE le 20 Janvier 2015



- **Le bien référencé ci-dessus ne contient ni flocages, ni calorifugeages, ni plaques de faux plafond susceptibles de contenir des fibres d'amiante (Liste A).  
Rien à signaler en ce qui concerne les murs, poteaux, planchers, plafonds et conduits (Liste B).**

Le présent document et son contenu sont protégés par les règles de la confidentialité de notre profession. Toute communication, copie ou révélation de son contenu à d'autre que le(s) destinataire(s) est strictement interdit. Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité. La reproduction d'extraits est interdite sans notre accord préalable. Au cas où ce document ne vous serait pas destiné, nous vous remercions de nous en aviser immédiatement par téléphone et de nous le retourner par voie postale, à nos frais, sans en conserver de copie.

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

## Cadre de la mission :

### 1. Mission :

Le diagnostic vise :

- A rechercher et à localiser les matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante. Ces matériaux et produits sont mentionnés dans l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique.

- A indiquer l'état de conservation de ces matériaux et produits.

- A indiquer si, dans le cas de produits dégradés, des mesures complémentaires doivent être prises.

Ce rapport ne peut en aucun cas se substituer au rapport de repérage obligatoire "avant travaux" ou "avant démolition".

### 2. Environnement réglementaire :

L 271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation. L 1334-13 du Code de la Santé Publique. Décrets n°2011-629 du 3 juin 2011, arrêtés du 12 décembre 2012 et arrêté du 21 décembre 2012.

L'ensemble des immeubles est concerné (y compris les parties privatives et communes des immeubles collectifs d'habitation) dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997.

Seul un contrôleur technique ou un technicien de la construction satisfaisant aux conditions définies à l'article L271-61 du Code de la Santé Publique peut attester de la présence ou de l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les analyses des prélèvements effectués doivent être effectuées par un laboratoire dûment accrédité.

### 3. Limite de la technique de repérage :

L'attention est attirée sur le fait que la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante a été limitée aux parties du bâtiment accessibles et visibles sans utilisation d'équipements spécifiques tels que nacelle ou échafaudage.

Cette recherche ne comporte aucun démontage hormis le soulèvement de plaques de faux-plafond ou trappes de visite, ni investigation destructive à l'exclusion des prélèvements de matériaux. En conséquence notre responsabilité ne saurait être engagée en cas de découverte ultérieure de matériaux amiantés dans les endroits non accessibles ou hermétiquement clos lors de la visite.

Dans le cas d'un immeuble destiné à la destruction, les investigations peuvent être destructives.

### 4. Méthodologie :

En l'absence de documents techniques et de marquages éventuels sur les matériaux en place, il a été procédé à des prises d'échantillons.

Si l'aspect visuel des matériaux examinés situés dans des locaux différents permet d'appliquer la notion de ZONE HOMOGENE à cet ensemble de locaux, il n'est pas procédé alors à une prise d'échantillon dans chaque local.

Les échantillons sont analysés :

- par microscopie optique à lumière polarisée (M.O.P.) pour les matériaux friables.

- par microscopie électronique à transmission avec analyse (M.E.T.A. ou M.E.T.B.) pour les matériaux non-friables.

Ces analyses sont effectuées par un laboratoire accrédité COFRAC.

## Conduite à tenir par le propriétaire :

Rapport à conserver sans aucune limitation de durée (sauf changement de Législation).

## Rapport à tenir à disposition des personnes suivantes :

- |   |  |
|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Propriétaire                | <input checked="" type="checkbox"/> Acquéreur  |
| <input type="checkbox"/> Syndic                                 | <input type="checkbox"/> DDASS                 |
| <input type="checkbox"/> Occupants de l'immeuble                | <input type="checkbox"/> Inspection du travail |
| <input type="checkbox"/> Entreprise intervenant dans l'immeuble | <input type="checkbox"/> Médecine du travail   |
| <input checked="" type="checkbox"/> Notaire                     | <input type="checkbox"/> Autres                |
| <input checked="" type="checkbox"/> Agence immobilière          | <input type="checkbox"/> Aucun                 |

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

1		RDC	Jardin / Terrain	Gravillons / Dalle béton	/	/	<input checked="" type="checkbox"/>
2		RDC	Cuisine	Carrelage	Enduit+Peinture / Faïence	Lambris bois+Peinture	<input checked="" type="checkbox"/>
3		RDC	Salle à manger	Lino collé	Enduit+Peinture	Lambris bois+Peinture	<input checked="" type="checkbox"/>
4		RDC	Séjour	Lino sur dalle béton	Enduit+Peinture	Lambris bois+Peinture	<input checked="" type="checkbox"/>
5		RDC	Dégagement	Lino sur dalle béton / Dalle béton	Enduit+Peinture+Bois	Lambris bois+Peinture	<input checked="" type="checkbox"/>
6		RDC	Local escalier	Dalle béton	Enduit+Peinture+Bois	Bois+Peinture	<input checked="" type="checkbox"/>
7		RDC	Salle d'eau	Carrelage	Faïence	Lambris bois+Peinture	<input checked="" type="checkbox"/>
8		RDC	Escalier	Moquette collée sur escalier bois	Enduit+Peinture+Bois	Lambris bois+Peinture	<input checked="" type="checkbox"/>
9		Etage	Palier	Moquette collée sur plancher bois	Enduit+Peinture+Papier-peint	Lambris bois+Peinture	<input checked="" type="checkbox"/>
10		Etage	Chambre n°1	Moquette collée sur plancher bois	Papier peint	Lambris bois	<input checked="" type="checkbox"/>
11		Etage	Chambre n°2	Moquette sur plancher bois	Papier peint	Lambris bois	<input checked="" type="checkbox"/>
12		Etage	Chambre n°3	Plancher bois	Enduit béton / Placoplâtre	Lambris bois	<input checked="" type="checkbox"/>

## Lieux de recherche : Non Visités

N°	Lot	Niveau	Libellé	Revêtement sol	Revêtement mur	Revêtement plafond	visitée
----	-----	--------	---------	----------------	----------------	--------------------	---------

aucune pièce non visitée

## Particularité de la visite :

Partie(s) de toiture en lambris rampant: structure de la charpente non visible.

Charpente non accessible : Pas de trappe.

Parties/éléments cachés ou coffrés par embellissement (tapisseries, lambris, carrelage, faïence, parquet ou autres types de revêtement) et parties se trouvant derrière les éléments de la cuisine. Notre mission n'autorisant pas les démontages ou détérioration. Eléments divers non déplaçables: éléments de cuisine et placards encastrés.

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

## Liste A (annexe 13-9) : programmes de repérage de l'amiante mentionnés aux articles R. 1334-20

COMPOSANT à SONDER OU à VERIFIER
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

## Liste B (annexe 13-9) : programmes de repérage de l'amiante mentionnés aux articles R. 1334-21

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
<b>1. Parois verticales intérieures</b>	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs) Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, fibre-ciment) et entourages de poteaux (carton, fibre-ciment, matériau sandwich, carton+plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloisons.
<b>2. Planchers et plafonds</b>	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres Planchers	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés Dalles de sol
<b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Clapets/volets coupe-feu Portes coupe-feu Vide-ordures	Conduits, enveloppes de calorifuges Clapets, volets, rebouchage Joints (tresses, bandes) Conduits
<b>4. Eléments extérieurs</b>	
Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

## A N N E X E III

### ÉLÉMENTS D'INFORMATION À FAIRE FIGURER DANS LE RAPPORT CONSTITUANT L'ÉTAT MENTIONNÉ AUX 1° ET 2° A DE L'ARTICLE R. 1334-29-7

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).



# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

**CONSTAT de RISQUE d'EXPOSITION au PLOMB (CREP)** selon l'arrêté du 19/08/2011

## RAPPORT N° 15/01-07301

### Le CREP suivant concerne :

Parties privatives ☒ Parties occupées ☐ Parties communes d'un immeuble ☐  
Avant la vente ☒ Avant la mise en location ☐ Avant travaux ☐

**1 Bien immobilier :** 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM  
Lot : Non communiqué Section cadastrale : Non communiquée Etage : Oui

Appartenant à : Monsieur QUINTARD Pierre

### 1.1 Renseignements concernant la mission

Nom et nature du commanditaire de la mission : Monsieur QUINTARD Pierre  
1, Chemin de la Croix  
79110 COUTURE D ARGENSON  
en qualité de propriétaire

### 2 Auteur du constat

Nom et prénom de l'auteur du constat	Anthony GODET
N° de certificat de certification	Certification n°2294177 valable jusqu'au 06/07/2019 , obtenu le 07/07/2014
Organisme de qualification accrédité	Bureau VERITAS CERTIFICATION
Organisme assurance professionnelle	Allianz IARD
N° de contrat d'assurance	N° 48867864
Date de visite faisant l'objet du CREP	19/01/2015

### 2.1 Appareil à fluorescence X

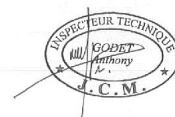
Nom du fabricant de l'appareil	NITON		
Modèle de l'appareil et N° de série	Analyseur Xlp 300	8601	
Nature du radionucléide	Cadmium 109		
Date du dernier chargement de source	24/02/2011	Activité à cette date :	1480 MBq

### 2.2 Conclusion

Sur un total de 110 unités de diagnostic : 23,64 % non mesurées, 76,36 % de classe 0 (inférieure au seuil réglementaire), 0,00 % de classe 1 (non visible ou non dégradé), 0,00 % de classe 2 (état d'usage) et 0,00 % de classe 3 (dégradé).  
En conclusion, les mesures n'ont pas révélé la présence de revêtements contenant du plomb.

Date de validité de ce constat : Illimité.

Ce Constat de Risque d'Exposition au Plomb a été rédigé par Anthony GODET à L'ILE D'OLONNE le 20 Janvier 2015 conformément à la norme NF X 46-030 « Diagnostic plomb - Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb ».



# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

## Identification de la mission :

L'identification des revêtements contenant du plomb dans les immeubles d'habitation construits avant le 1er janvier 1949 est réalisée :

- dans le cas de la vente d'un bien en application de l'article L. 1334-6 du code de la santé publique. Dans ce cas, le CREP porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, balcon etc.) ;
- dans le cas de la mise en location de parties privatives en application de l'article L. 1334-7 du code de la santé publique. Dans ce cas, le CREP porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, balcon, etc.) ;
- dans le cas de travaux de nature à provoquer une altération substantielle des revêtements ou hors contexte de travaux, pour les parties communes en application de l'article L. 1334-8 du même code. Dans ce cas, le CREP porte uniquement sur les revêtements des parties communes (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière, etc.).

- dans le cas de travaux pour les parties privatives, selon l'arrêté du 12 mai 2009, l'inspection porte sur l'ensemble des locaux dans lesquels des travaux ont été prescrits. Il est vérifié que les travaux ont été réalisés conformément à la notification mentionnée à l'article L. 1334-2 du code de la santé publique, notamment que les surfaces dégradées renfermant du plomb ont été traitées et que ce plomb n'est plus accessible.

La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.

Lorsque le constat porte sur des parties privatives, et lorsque le bien est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

## Sommaire

### 1 Renseignements concernant le bien immobilier

### 2 Renseignements concernant la mission

- 2.1 L'auteur du constat
- 2.2 L'appareil à fluorescence X
- 2.3 Le laboratoire d'analyse éventuel
- 2.4 Le bien objet de la mission

### 3 Méthodologie employée

- 3.1 Valeurs de référence utilisées pour la mesure du plomb par fluorescence X
- 3.2 Stratégie de mesurage
- 3.3 Recours à l'analyse chimique

### 4 Présentation des résultats

### 5 Résultats de mesures

### 6 Conclusion

- 6.1 Classement des unités de diagnostics
- 6.2 Recommandations au propriétaire
- 6.3 Commentaires
- 6.4 Facteurs de dégradation du bâti
- 6.5 Transmission du constat au préfet

### 7 Les obligations d'informations pour les propriétaires

### 8 Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb

- 8.1 Textes de référence
- 8.2 Ressources documentaires

### 9 Annexes

- 9.1 Notices d'information
- 9.2 Croquis
- 9.3 Analyses chimiques en laboratoire, le cas échéant



## Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

### 2.3 Le laboratoire d'analyse éventuel

Nom du laboratoire d'analyse	LABORATOIRE PROTEC
Coordonnées	8, Avenue du 1er Mai 91120 PALAISEAU

### 2.4 Le bien objet de la mission

Adresse du bien immobilier	29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM
Description de l'ensemble immobilier	<u>Maison d'habitation à étage de type T4.</u>  - Murs en pierres. - Ouvertures en bois et PVC. - Doublages en plâtre. - Toiture en tuiles.  Localisation : Proche bourg.
Année de construction	avant 1949
Localisation du bien objet de la mission	Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM
Nom et coordonnées du propriétaire ou du syndicat de copropriété (si CREP sur parties communes)	Monsieur QUINTARD Pierre 1, Chemin de la Croix 79110 COUTURE D ARGENSON
L'occupant est	propriétaire <input type="checkbox"/> locataire <input type="checkbox"/> aucun <input checked="" type="checkbox"/>
Nom de l'occupant si différent du propriétaire	
Présence et nombre d'enfants mineurs dont des enfants de moins de 6 ans	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Date de visite faisant l'objet du CREP	19/01/2015
Croquis du bien immobilier	renvoi au(x) annexe(s) jointe(s)

#### Liste des locaux visités

Cuisine , Salle à manger , Séjour , Dégagement , Local escalier , Escalier , Palier , Chambre n°1 , Chambre n°2 , Chambre n°3 ,

#### Liste des locaux non visités ( avec justification )

aucun

## 3 Méthodologie employée

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon la norme NF X 46-030 «Diagnostic Plomb - Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb ».

Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil à fluorescence X (XRF) à lecture directe permettant d'analyser au moins une raie K du spectre de fluorescence du plomb, et sont exprimées en mg/cm<sup>2</sup>.

Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables comme postérieurs au 1er janvier 1949 ne sont pas mesurés, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles,... (ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb).

### 3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X

Les mesures par fluorescence X effectuées sur des revêtements sont interprétées en fonction de la valeur de référence fixée par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (article 5) : 1 mg/cm<sup>2</sup>.

### 3.2 Stratégie de mesurage

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue :

- 1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>) ;
- 2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>) ;
- 3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>), mais que des unités de diagnostic du même type ont été mesurées avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil dans un même local.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs.

### 3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire

À titre exceptionnel, l'auteur du constat tel que défini à l'Article R.1334-11 du code de la santé publique peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble selon la norme NF X 46-031 «Diagnostic plomb - Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb», dans les cas suivants :

- lorsque la nature du support (forte rugosité, surface non plane, etc.) ou le difficile accès aux éléments de construction à analyser ne permet pas l'utilisation de l'appareil portable à fluorescence X ;
- lorsque dans un même local, au moins une mesure est supérieure au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>), mais aucune mesure n'est supérieure à 2 mg/cm<sup>2</sup> ;
- lorsque, pour une unité de diagnostic donnée, aucune mesure n'est concluante au regard de la précision de l'appareil.

Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de la norme NF X 46-030 «Diagnostic Plomb - Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb» précitée sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).

Dans ce dernier cas, et quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g.

## 4 Présentation des résultats

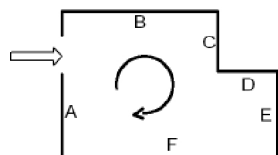
Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- la zone «plafond» est indiquée en clair.

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

Note : Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.



Concentration surfacique en plomb	Type de dégradation	Classement
< seuil		0
>= seuil	Non dégradé ou non visible	1
	Etat d'usage	2
	Dégradé	3

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

## 5 Résultats des mesures

### Calibrage de l'analyseur :

Fabricant de l'étalon	NITON ETALON		N° NIST	500-934
Concentration en mg/cm²	1,04	incertitude en mg/cm²	0,06	
Vérification de la justesse de l'appareil en début du CREP	date : 19/01/2015	n° de la mesure	1	
		concentration en mg/cm²	1,00	
Vérification de la justesse de l'appareil en fin du CREP	date : 19/01/2015	n° de la mesure	204	
		concentration en mg/cm²	1,00	
Vérification de la justesse de l'appareil si une remise sous tension a lieu	date : 19/01/2015	n° de la mesure		
		concentration en mg/cm²		

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.  
En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation ( facultatif )	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement	Observations
<b>Local n° 1 : Cuisine</b>									
11	A	Bati porte	PVC	brut	RDC		--		Non mesurée
2	A	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,10	état d'usage	0	
3			enduit	Peinture	RDC	0,07	état d'usage	0	
12	A	Ouvrant Porte	PVC	brut	RDC		--		Non mesurée
4	B	Mur	enduit	faïence	RDC		--		Non mesurée
5			enduit	Peinture	RDC	0,20	état d'usage	0	
6			enduit	Peinture	RDC	0,18	état d'usage	0	
13	C	Bati porte	bois	Peinture	RDC	0,24	non dégradé	0	
14			bois	Peinture	RDC	0,26	non dégradé	0	
7	C	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,40	non dégradé	0	
8			enduit	Peinture	RDC	0,15	non dégradé	0	
21			Placo	Peinture	RDC		--		Non mesurée
15	C	ouvrant porte	bois	Peinture	RDC	0,38	non dégradé	0	
16			bois	Peinture	RDC	0,38	non dégradé	0	
24	C	Plinthe	enduit	carrelage	RDC		--		Non mesurée
17	D	Bati porte	bois	Peinture	RDC	0,15	non dégradé	0	
18			bois	Peinture	RDC	0,13	non dégradé	0	
25	D	Linteau	bois	Peinture	RDC	0,17	non dégradé	0	
26			bois	Peinture	RDC	0,07	non dégradé	0	
9	D	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,14	non dégradé	0	
10			enduit	Peinture	RDC	0,17	non dégradé	0	
19	D	ouvrant porte	bois	Peinture	RDC	0,20	non dégradé	0	
20			bois	Peinture	RDC	0,12	non dégradé	0	
22		Plafond	bois	Peinture	RDC	0,00	non dégradé	0	
23			bois	Peinture	RDC	0,00	non dégradé	0	

Nombre total d'unité de diagnostic = 13 / Nombre d'unité de classe 3 = 0 soit 0,00 %

### Local n° 2 : Salle à manger

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation ( facultatif )	Mesure (mg/cm²)	Nature de dégradation	Classement	Observations
37	A	bati porte	bois	Peinture	RDC	0,50	non dégradé	0	
38			bois	Peinture	RDC	0,80	non dégradé	0	
41	A	Linteau porte	bois	Peinture	RDC	0,09	non dégradé	0	
42			bois	Peinture	RDC	0,12	non dégradé	0	
27	A	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,10	état d'usage	0	
28			enduit	Peinture	RDC	0,30	état d'usage	0	
39	A	ouvrant porte	bois	Peinture	RDC	0,50	non dégradé	0	
40			bois	Peinture	RDC	0,70	non dégradé	0	
29	B	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,20	état d'usage	0	
30			enduit	Peinture	RDC	0,01	état d'usage	0	
45	C	Bati porte	bois	Peinture	RDC	0,40	non dégradé	0	
46			bois	Peinture	RDC	0,60	non dégradé	0	
31	C	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,06	non dégradé	0	
32			enduit	Peinture	RDC	0,04	non dégradé	0	
47	C	Ouvrant porte	bois	Peinture	RDC	0,60	non dégradé	0	
48			bois	Peinture	RDC	0,50	non dégradé	0	
35	D	Bati fenêtre	PVC	brut	RDC		--		Non mesurée
33	D	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,05	état d'usage	0	
34			enduit	Peinture	RDC	0,17	état d'usage	0	
36	D	Ouvrant fenêtre	PVC	brut	RDC		--		Non mesurée
43		Plafond	bois	Peinture	RDC	0,08	non dégradé	0	
44			bois	Peinture	RDC	0,09	non dégradé	0	

Nombre total d'unité de diagnostic = 12 / Nombre d'unité de classe 3 = 0 soit 0,00 %

## Local n° 3 : Séjour

59	A	Bati porte	bois	Peinture	RDC	0,14	état d'usage	0	
60			bois	Peinture	RDC	0,16	état d'usage	0	
49	A	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,10	non dégradé	0	
50			enduit	Peinture	RDC	0,30	non dégradé	0	
61	A	Ouvrant porte	bois	Peinture	RDC	0,24	état d'usage	0	
62			bois	Peinture	RDC	0,15	état d'usage	0	
51	B	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,05	non dégradé	0	
52			enduit	Peinture	RDC	0,10	non dégradé	0	
53	C	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,01	état d'usage	0	
54			enduit	Peinture	RDC	0,06	état d'usage	0	
57	D	Bati fenêtre	PVC	brut	RDC		--		Non mesurée
55	D	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,04	état d'usage	0	
56			enduit	Peinture	RDC	0,05	état d'usage	0	

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation ( facultatif )	Mesure (mg/cm²)	Nature de dégradation	Classement	Observations
58	D	Ouvrant fenêtre	PVC	brut	RDC		--		Non mesurée
63		Plafond	bois	Peinture	RDC	0,01	non dégradé	0	
64			bois	Peinture	RDC	0,03	non dégradé	0	

Nombre total d'unité de diagnostic = 9 / Nombre d'unité de classe 3 = 0 soit 0,00 %

## Local n° 4 : Dégagement

75	A	Bati porte	bois	Peinture	RDC	0,50	non dégradé	0	
76			bois	Peinture	RDC	0,30	non dégradé	0	
65	A	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,01	non dégradé	0	
66			enduit	Peinture	RDC	0,00	non dégradé	0	
77	A	Ouvrant porte	bois	Peinture	RDC	0,40	non dégradé	0	
78			bois	Peinture	RDC	0,50	non dégradé	0	
67	B	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,95	état d'usage	0	
68			enduit	Peinture	RDC	0,07	état d'usage	0	
87	C	Bati porte extérieur	bois	Peinture	RDC	0,05	état d'usage	0	
88			bois	Peinture	RDC	0,04	état d'usage	0	
83	C	Bati porte intérieur	bois	Peinture	RDC	0,02	état d'usage	0	
84			bois	Peinture	RDC	0,12	état d'usage	0	
79	C	Bati porte local ESC	bois	Peinture	RDC	0,30	état d'usage	0	
80			bois	Peinture	RDC	0,30	état d'usage	0	
81			bois	Peinture	RDC	0,50	état d'usage	0	
82			bois	Peinture	RDC	0,30	état d'usage	0	
69	C	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,18	état d'usage	0	
70			enduit	Peinture	RDC	0,70	état d'usage	0	
71			bois	Peinture	RDC	0,32	état d'usage	0	
72			bois	Peinture	RDC	0,04	état d'usage	0	
89	C	Ouvrant porte extérieur	bois	Peinture	RDC	0,06	état d'usage	0	
90			bois	Peinture	RDC	0,06	état d'usage	0	
85	C	Ouvrant porte intérieur	bois	Peinture	RDC	0,02	état d'usage	0	
86			bois	Peinture	RDC	0,02	état d'usage	0	
91	D	Bati porte	bois	Peinture	RDC	0,40	non dégradé	0	
92			bois	Peinture	RDC	0,30	non dégradé	0	
73	D	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,26	état d'usage	0	
74			enduit	Peinture	RDC	0,31	état d'usage	0	
93	D	Ouvrant porte	bois	Peinture	RDC	0,40	non dégradé	0	
94			bois	Peinture	RDC	0,50	non dégradé	0	
95		Plafond	bois	Peinture	RDC	0,21	non dégradé	0	
96			bois	Peinture	RDC	0,25	non dégradé	0	

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation ( facultatif )	Mesure (mg/cm²)	Nature de dégradation	Classement	Observations
Nombre total d'unité de diagnostic = 14 / Nombre d'unité de classe 3 = 0 soit 0,00 %									

## Local n° 5 : Salle d'eau

103	A	Bati porte	bois	Peinture	RDC	0,07	non dégradé	0	
104			bois	Peinture	RDC	0,12	non dégradé	0	
97	A	Mur	enduit	faïence	RDC		--		Non mesurée
105	A	Ouvrant porte	bois	Peinture	RDC	0,02	non dégradé	0	
106			bois	Peinture	RDC	0,00	non dégradé	0	
107	B	Bati fenêtre	bois	Peinture	RDC	0,05	non dégradé	0	
108			bois	Peinture	RDC	0,02	non dégradé	0	
98	B	Mur	enduit	faïence	RDC		--		Non mesurée
109	B	Ouvrant fenêtre	bois	Peinture	RDC	0,06	non dégradé	0	
110			bois	Peinture	RDC	0,05	non dégradé	0	
99	C	Mur	enduit	faïence	RDC		--		Non mesurée
100	D	Mur	enduit	faïence	RDC		--		Non mesurée
101		Plafond	bois	Peinture	RDC	0,00	non dégradé	0	
102			bois	Peinture	RDC	0,01	non dégradé	0	

Nombre total d'unité de diagnostic = 9 / Nombre d'unité de classe 3 = 0 soit 0,00 %

## Local n° 6 : Local escalier

117	A	Bati porte	bois	Peinture	RDC	0,02	non dégradé	0	
118			bois	Peinture	RDC	0,00	non dégradé	0	
119	A	Ouvrant porte	bois	Peinture	RDC	0,25	non dégradé	0	
120			bois	Peinture	RDC	0,50	non dégradé	0	
111	B	Mur	bois	Peinture	RDC	0,11	non dégradé	0	
112			bois	Peinture	RDC	0,15	non dégradé	0	
113	C	Mur	bois	Peinture	RDC	0,00	non dégradé	0	
114			bois	Peinture	RDC	0,00	non dégradé	0	
115	D	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,17	non dégradé	0	
116			enduit	Peinture	RDC	0,15	non dégradé	0	

Nombre total d'unité de diagnostic = 5 / Nombre d'unité de classe 3 = 0 soit 0,00 %

## Local n° 7 : Escalier

121	A	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,00	non dégradé	0	
122			enduit	Peinture	RDC	0,00	non dégradé	0	
127	B	Giron	bois	Peinture	RDC	0,07	état d'usage	0	
128			bois	Peinture	RDC	0,06	état d'usage	0	
123	B	Mur	enduit	Peinture	RDC	0,08	état d'usage	0	
124			enduit	Peinture	RDC	0,10	état d'usage	0	
131		Contre marches	bois	moquette collée	RDC		--		Non mesurée



# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation ( facultatif )	Mesure (mg/cm²)	Nature de dégradation	Classement	Observations
132			bois	moquette collée	RDC		--		Non mesurée
125	D	Mur	bois	Peinture	RDC	0,21	état d'usage	0	
126			bois	Peinture	RDC	0,28	état d'usage	0	
129		Marches	bois	moquette collée	RDC		--		Non mesurée
130			bois	moquette collée	RDC		--		Non mesurée
133		Plafond	bois	Peinture	RDC	0,04	non dégradé	0	
134			bois	Peinture	RDC	0,02	non dégradé	0	

Nombre total d'unité de diagnostic = 7 / Nombre d'unité de classe 3 = 0 soit 0,00 %

## Local n° 8 : Palier

135	A	Mur	enduit	Peinture	ETAGE	0,01	état d'usage	0	
136			enduit	Peinture	ETAGE	0,05	état d'usage	0	
137	B	Mur	enduit	Peinture	ETAGE	0,13	état d'usage	0	
138			enduit	papier peint	ETAGE	0,00	non visible	0	
146	C	Bati porte CH 1	bois	Peinture	ETAGE	0,60	non dégradé	0	
147			bois	Peinture	ETAGE	0,50	non dégradé	0	
150	C	Bati porte CH 2	bois	Peinture	ETAGE	0,30	non dégradé	0	
151			bois	Peinture	ETAGE	0,35	non dégradé	0	
142	C	Bati porte	bois	Peinture	ETAGE	0,40	non dégradé	0	
143			bois	Peinture	ETAGE	0,60	non dégradé	0	
139	C	Mur	Placo	papier peint	ETAGE		--		Non mesurée
148	C	Ouvrant porte CH1	bois	Peinture	ETAGE	0,50	non dégradé	0	
149			bois	Peinture	ETAGE	0,50	non dégradé	0	
152	C	Ouvrant porte CH2	bois	Peinture	ETAGE	0,30	non dégradé	0	
153			bois	Peinture	ETAGE	0,29	non dégradé	0	
144	C	Ouvrant porte	bois	Peinture	ETAGE	0,40	non dégradé	0	
145			bois	Peinture	ETAGE	0,40	non dégradé	0	
140	D	Mur	bois	Peinture	ETAGE	0,20	non dégradé	0	
141			bois	Peinture	ETAGE	0,22	non dégradé	0	
154		Plafond	bois	Peinture	ETAGE	0,03	non dégradé	0	
155			bois	Peinture	ETAGE	0,00	non dégradé	0	

Nombre total d'unité de diagnostic = 11 / Nombre d'unité de classe 3 = 0 soit 0,00 %

## Local n° 9 : Chambre 1

168	A	Bati porte	bois	Peinture	ETAGE	0,18	non dégradé	0	
169			bois	Peinture	ETAGE	0,25	non dégradé	0	
159	A	Mur	bois	papier peint	ETAGE	0,03	non visible	0	
160			bois	papier peint	ETAGE	0,05	non visible	0	
170	A	Ouvrant porte	bois	Peinture	ETAGE	0,05	non dégradé	0	

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation ( facultatif )	Mesure (mg/cm²)	Nature de dégradation	Classement	Observations
171			bois	Peinture	ETAGE	0,03	non dégradé	0	
156	B	Mur	Enduit béton	papier peint	ETAGE		--		Non mesurée
162	C	Bati fenêtre	bois	Peinture	ETAGE	0,03	non dégradé	0	
163			bois	Peinture	ETAGE	0,11	non dégradé	0	
157	C	Mur	Enduit béton	papier peint	ETAGE		--		Non mesurée
164	C	Ouvrant fenêtre	bois	Peinture	ETAGE	0,12	non dégradé	0	
165			bois	Peinture	ETAGE	0,29	non dégradé	0	
166	C	Volets	bois	Peinture	ETAGE	0,06	état d'usage	0	
167			bois	Peinture	ETAGE	0,08	état d'usage	0	
158	D	Mur	Enduit béton	papier peint	ETAGE		--		Non mesurée
161		Plafond	bois	brut	ETAGE		--		Non mesurée

Nombre total d'unité de diagnostic = 10 / Nombre d'unité de classe 3 = 0 soit 0,00 %

## Local n° 10 : Chambre 2

179	A	Bati porte	bois	Peinture	ETAGE	0,21	non dégradé	0	
180			bois	Peinture	ETAGE	0,25	non dégradé	0	
172	A	Mur	Placo	papier peint	ETAGE		--		Non mesurée
181	A	Ouvrant porte	bois	Peinture	ETAGE	0,17	non dégradé	0	
182			bois	Peinture	ETAGE	0,22	non dégradé	0	
173	B	Mur	Placo	papier peint	ETAGE		--		Non mesurée
183	C	Bati fenêtre	bois	Peinture	ETAGE	0,16	non dégradé	0	
184			bois	Peinture	ETAGE	0,18	non dégradé	0	
174	C	Mur	Enduit	papier peint	ETAGE	0,00	non visible	0	
175			Enduit	papier peint	ETAGE	0,00	non visible	0	
185	C	Ouvrant fenêtre	bois	Peinture	ETAGE	0,28	non dégradé	0	
186			bois	Peinture	ETAGE	0,30	non dégradé	0	
187	C	Volets	bois	Peinture	ETAGE	0,04	état d'usage	0	
188			bois	Peinture	ETAGE	0,08	état d'usage	0	
176	D	Mur	Enduit	papier peint	ETAGE	0,00	non visible	0	
177			Enduit	papier peint	ETAGE	0,00	non visible	0	
178		Plafond	bois	brut	ETAGE		--		Non mesurée

Nombre total d'unité de diagnostic = 10 / Nombre d'unité de classe 3 = 0 soit 0,00 %

## Local n° 11 : Chambre 3

194	A	Bati porte	bois	Peinture	ETAGE	0,03	état d'usage	0	
195			bois	Peinture	ETAGE	0,28	état d'usage	0	
189	A	Mur	Placo	brut	ETAGE		--		Non mesurée
196	A	Ouvrant porte	bois	Peinture	ETAGE	0,03	état d'usage	0	
197			bois	Peinture	ETAGE	0,05	état d'usage	0	

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation ( facultatif )	Mesure (mg/cm²)	Nature de dégradation	Classement	Observations
190	B	Mur	Enduit béton	papier peint	ETAGE		--		Non mesurée
191	C	Mur	Enduit béton	papier peint	ETAGE		--		Non mesurée
198	D	Bati fenêtre	bois	Peinture	ETAGE	0,22	non dégradé	0	
199			bois	Peinture	ETAGE	0,25	non dégradé	0	
192	D	Mur	Enduit béton	papier peint	ETAGE		--		Non mesurée
200	D	Ouvrant fenêtre	bois	Peinture	ETAGE	0,16	non dégradé	0	
201			bois	Peinture	ETAGE	0,23	non dégradé	0	
202	D	Volets	bois	Peinture	ETAGE	0,12	état d'usage	0	
203			bois	Peinture	ETAGE	0,17	état d'usage	0	
193		Plafond	bois	brut	ETAGE		--		Non mesurée

Nombre total d'unité de diagnostic = 10 / Nombre d'unité de classe 3 = 0 soit 0,00 %

## 6 Conclusion

### 6.1 Classement des unités de diagnostics

Les mesures de concentration en plomb sont regroupées dans le tableau de synthèse suivant ( avec % ) :

Local	TOTAL	Non mesurée		Classe 0		Classe 1		Classe 2		Classe 3	
Cuisine	13	3	23,08	10	76,92						
Salle à manger	12	2	16,67	10	83,33						
Séjour	9	2	22,22	7	77,78						
Dégagement	14			14	100,00						
Salle d'eau	9	4	44,44	5	55,56						
Local escalier	5			5	100,00						
Escalier	7	2	28,57	5	71,43						
Palier	11	1	9,09	10	90,91						
Chambre 1	10	4	40,00	6	60,00						
Chambre 2	10	3	30,00	7	70,00						
Chambre 3	10	5	50,00	5	50,00						
<b>TOTAUX</b>	<b>110</b>	<b>26</b>	<b>23,64</b>	<b>84</b>	<b>76,36</b>						

### 6.2 Recommandations au propriétaire

Le plomb (principalement la céruse) contenu dans les revêtements peut provoquer une intoxication des personnes, en particulier des jeunes enfants, dès lors qu'il est inhalé ou ingéré. Les travaux qui seraient conduits sur les surfaces identifiées comme recouvertes de peinture d'une concentration surfacique en plomb égale ou supérieure à 1 mg/cm² devront s'accompagner de mesures de protection collectives et individuelles visant à contrôler la dissémination de poussières toxiques et à éviter toute exposition au plomb tant pour les intervenants que pour les occupants de l'immeuble et la population environnante.

Sur un total de 110 unités de diagnostic : 23,64 % non mesurées, 76,36 % de classe 0 (inférieure au seuil réglementaire), 0,00 % de classe 1 (non visible ou non dégradé), 0,00 % de classe 2 (état d'usage) et 0,00 % de classe 3 (dégradé).

En conclusion, les mesures n'ont pas révélé la présence de revêtements contenant du plomb.

Date de validité de ce constat : Illimité.

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

## 6.3 Commentaires et particularités de la visite

Autres unités de diagnostics non mesurées : Eléments bruts (pierres, placoplâtre, parpaings, béton,...) et faïence.

## 6.4 Facteurs de risques

(au sens de l'article 8 de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb)

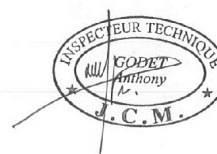
Définition des situations de risque de saturnisme infantile	OUI	NON
Au moins un local parmi les locaux objet du constat présente au moins 50 % d'unités de diagnostic de classe 3	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
L'ensemble des locaux objets du présent constat présente au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Définition des situations de dégradation du bâti	OUI	NON
Plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Traces importantes de coulure ou de ruissellement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'un même local	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Plusieurs unités de diagnostic d'un même local recouvertes de moisissures ou de tâches d'humidité	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

## 6.5 Transmission du constat à l'Agence Régionale de Santé

aucune transmission

Fait à L'ILE D'OLONNE le 20 Janvier 2015



## 7 Obligations d'informations pour les propriétaires

Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme, Article R.1334-12 du code de la santé publique :

- «L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux, prévue par l'Article L.1334-9 est réalisée par la remise du constat de risque d'exposition au plomb (CREP) par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.»
- «Le CREP est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'Article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale.»

## 8 Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb

### 8.1 Textes de référence

#### **Code de la santé publique :**

- Code de la santé publique : Articles L.1334-1 à L.1334-12 et Articles R.1334-1 à R.1334-13 (lutte contre la présence de plomb) ;
- Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique Articles 72 à 78 modifiant le code de la santé publique ;
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ;
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb ;
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au constat de risque d'exposition au plomb ;
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb ;
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures ;
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'Article L.1334-2 du code de la santé publique ;
- Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification.

#### **Code de la construction et de l'habitat :**

- Code de la construction et de l'habitation : Articles L.271-4 à L.271-6 (Dossier de diagnostic technique) et articles R.271-1 à R.271-4 (Conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique) ;
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction ;
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

#### **Code du travail pour la prévention des risques professionnels liés à l'exposition au plomb :**

- Code du travail : Articles L.233-5-1, R.231-51 à R.231-54, R.231-56 et suivants, R.231-58 et suivants, R.233-1, R.233-42 et suivants ;
- Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail ;
- Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en oeuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'Article L.233-5-1 du code du travail et modifiant ce code (équipements de protection individuelle et vêtements de travail) ;
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail ;
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (Équipements de travail) ;
- Décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques chimiques (Articles R.231-51 à R.231-54 du code du travail) ;
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'Article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention.

### 8.2 Ressources documentaires

#### **Documents techniques :**

- Fiche de sécurité H2 F 13 99 Maladies Professionnelles, Plomb, OPPBTP, janvier 1999 ;
- Guide à l'usage des professionnels du bâtiment, Peintures au plomb, *Aide au choix d'une technique de traitement*, OPPBTP, FFB, CEBTP, Éditions OPPBTP 4e trimestre 2001 ;
- Document ED 809 Interventions sur les peintures contenant du plomb, prévention des risques professionnels, INRS, avril 2003 ;
- Norme AFNOR NF X 46-030 «Diagnostic plomb - Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb».

#### **Sites Internet :**

- **Ministère chargé de la santé** (textes officiels, précautions à prendre en cas de travaux portant sur des peintures au plomb, obligations des différents acteurs, ...) : <http://www.sante.gouv.fr> (dossiers thématiques «Plomb» ou «Saturnisme»)
- **Ministère chargé du logement** : <http://www.logement.gouv.fr>
- **Agence nationale de l'habitat (ANAH)** : <http://www.anah.fr/> (fiche *Peintures au plomb* disponible, notamment)
- **Institut national de recherche et de sécurité (INRS)** : <http://www.inrs.fr/> (règles de prévention du risque chimique, fiche toxicologique plomb et composés minéraux, ...)

## 9 Annexes :

### 9.1 Notice d'Information

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : lisez-le attentivement !
- la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

#### Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

#### Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles.

En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- s'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb
- s'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb
- s'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

#### Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent
- lutez contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures
- évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide
- veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

#### En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

- si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en oeuvre les mesures de prévention adéquates
- tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés
- si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

#### Si vous êtes enceinte :

- ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb
- éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites internet des ministères chargés de la santé et du logement.

### 9.2 Croquis et photos ( si présents )

Le présent document et son contenu sont protégés par les règles de la confidentialité de notre profession. Toute communication, copie ou révélation de son contenu à d'autre que le(s) destinataire(s) est strictement interdit. Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité. La reproduction d'extraits est interdite sans notre accord préalable. Au cas où ce document ne vous serait pas destiné, nous vous remercions de nous en aviser immédiatement par téléphone et de nous le retourner par voie postale, à nos frais, sans en conserver de copie.

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

**ETAT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITE DANS LE BATIMENT**  
Selon les décrets n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 et n° 2006-1653 du 21 décembre 2006  
et arrêté du 07 mars 2012 définissant le modèle et la méthode de réalisation  
du code de la construction et de l'habitation et en application de la norme NF P 03-201

## RAPPORT N° 15/01-07301

### A / Date de visite et temps passé :

Visite effectuée le 19 Janvier 2015 avec un temps passé de 01 h 00

### B / Désignation du ou des bâtiments :

- Localisation du ou des bâtiments :

Commune et département : **85580 ST MICHEL EN L HERM (Vendée)**

Adresse : **29, Rue de la Picauderie**

Référence cadastrale : Non communiquée

Désignation et situation du bien : Type de bien : Maison individuelle T4, étage : Oui  
ou des lots de copropriété : Lot Non communiqué

Type de bâtiment : Usage d'habitation

- Informations collectées auprès du donneur d'ordre : traitements antérieurs ou présence de termites : Aucune.

- Indication de la situation du lieu du constat :

Arrêté Préfectoral N°08 dde 175 du 19 Juin 2008.

- Documents fournis :

### C / Désignation du client :

- Désignation du client :

Monsieur QUINTARD Pierre  
1, Chemin de la Croix 79110 COUTURE D ARGENSON

- Si le client n'est pas le donneur d'ordre :

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : propriétaire

Le présent document et son contenu sont protégés par les règles de la confidentialité de notre profession. Toute communication, copie ou révélation de son contenu à d'autre que le(s) destinataire(s) est strictement interdit. Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité. La reproduction d'extraits est interdite sans notre accord préalable. Au cas où ce document ne vous serait pas destiné, nous vous remercions de nous en aviser immédiatement par téléphone et de nous le retourner par voie postale, à nos frais, sans en conserver de copie.

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

## D / Désignation de l'opérateur de diagnostic :

- **Identité de l'opérateur de diagnostic :**

Nom prénom : Anthony GODET

- **Raison sociale et nom de l'entreprise :**

JCM Z.A. Les Bajonnières 85340 L'ILE D'OLONNE N° siret : 48196501000012

Désignation de la compagnie d'assurance : Allianz IARD N°48 867 864 Date de validité : 30/12/2015

- **Certification :**

Certification n°2294177 valable jusqu'au 28/09/2019 en date du 07/07/2014 par Bureau VERITAS CERTIFICATION

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par Bureau VERITAS CERTIFICATION, 60 avenue du Général de Gaulle 92046 PARIS-LA-DEFENSE CEDEX.

## Le diagnostic :

### 1. Mission :

Déterminer si le bien concerné fait l'objet ou a fait l'objet d'attaques d'insectes xylophages (termites).

Complémentairement, déterminer si ce même bien fait l'objet ou a fait l'objet d'attaques d'insectes à larves xylophages et/ou de champignons lignivores.

Le présent état parasitaire ne portant que sur les parties désignées, la clause d'exonération de garantie du vice caché prévu à l'article 1643 du Code Civil, si le vice caché est constitué par la présence de termites, ne pourra être stipulée que pour les parties objet du présent rapport.

### 2. Environnement réglementaire :

Conformément à l'article 9 de la loi n° 99-471 du 8/06/1999, l'attention est attirée sur le fait que l'expert ayant réalisé le présent état parasitaire n'exerce aucune activité de traitement préventif, curatif ou d'entretien de lutte contre les termites.

Gestion de l'état relatif à la présence de termites pour les dégâts biologiques dans le bâti sous couvert de la norme AFNOR N.F.P.03.201.

Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment.

L'intervention n'a pas pour but de donner un diagnostic de la résistance des bois et matériaux.

Le présent constat n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité au constat de présence ou d'absence d'agents biologiques du bois. La durée de validité du constat est fixée par la loi ou le règlement (6 mois)

Nous rappelons les obligations contenues dans la loi du 8 juin 1999 et du décret du 3 juillet 2000 et plus particulièrement l'article 4 du décret stipulant :

"Le fait, pour les personnes (propriétaires ou occupants) ayant l'obligation de déclarer la présence de termites à la Mairie, en application de l'article 2 de la loi du 8 juin 1999, de ne pas effectuer cette déclaration, est puni des peines prévues pour les contraventions de la 3ème classe (article 131-13 du Code Pénal) "

### 3. Note importante :

L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux, même s'il y a bûchage (enlèvement de matière, afin de vérifier jusqu'où s'est répandue l'attaque), l'intérêt étant de signaler l'état défectueux, la présence ou l'absence des insectes, voire des champignons du bois dans l'immeuble, d'établir un constat de l'état parasitaire d'un immeuble bâti ou non bâti.

Nous émettons les plus grandes réserves pour les parties non visibles et non accessibles du bien bâti. Si toutefois la présence de termites ou de traces de termites était révélée à l'occasion de travaux destructifs (murs, cloisons, coffrages, plafonds etc.), on ne pourrait saisir l'entreprise dans le cadre de la présente mission. Notre responsabilité ne saurait être engagée pour les locaux ou endroits non accessibles ou non visibles du fait de leur encombrement le jour de la visite.



# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM



**Descriptif :** Maison d'habitation à étage de type T4.

- Murs en pierres.
- Ouvertures en bois et PVC.
- Doublages en plâtre.
- Toiture en tuiles.

**Localisation :** Proche bourg.

## E / Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas :

N°	BÂTIMENTS et parties de bâtiments visités	OUVRAGES, parties d'ouvrage et éléments examinés	RESULTAT du diagnostic d'infestation
1	Jardin / Terrain	sol : Gravillons / Dalle béton	Absence d'indices d'infestation de termites
2	Cuisine	Bâti/Ouvrant PVC / Plinthes carrelage sol : Carrelage, mur : Enduit+Peinture / Faïence, plafond : Lambris bois+Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
3	Salle à manger	Bâti/Ouvrant PVC et bois sol : Lino collé, mur : Enduit+Peinture, plafond : Lambris bois+Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
4	Séjour	Bâti/Ouvrant PVC et bois sol : Lino sur dalle béton, mur : Enduit+Peinture, plafond : Lambris bois+Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
5	Dégagement	Bâti/Ouvrant bois sol : Lino sur dalle béton / Dalle béton, mur : Enduit+Peinture+Bois, plafond : Lambris bois+Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
6	Local escalier	Bâti/Ouvrant bois sol : Dalle béton, mur : Enduit+Peinture+Bois, plafond : Bois+Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
7	Salle d'eau	Bâti/Ouvrant bois / Plinthes carrelage sol : Carrelage, mur : Faïence, plafond : Lambris bois+Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

8	Escalier	sol : Moquette collée sur escalier bois, mur : Enduit+Peinture+Bois, plafond : Lambris bois+Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
9	Palier	Bâti/Ouvrant bois sol : Moquette collée sur plancher bois, mur : Enduit+Peinture+Papier-peint, plafond : Lambris bois+Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
10	Chambre n°1	Bâti/Ouvrant bois sol : Moquette collée sur plancher bois, mur : Papier peint, plafond : Lambris bois	Absence d'indices d'infestation de termites
11	Chambre n°2	Bâti/Ouvrant bois / Plinthes moquette sol : Moquette sur plancher bois, mur : Papier peint, plafond : Lambris bois	Absence d'indices d'infestation de termites
12	Chambre n°3	Bâti/Ouvrant bois sol : Plancher bois, mur : Enduit béton / Placoplâtre, plafond : Lambris bois	Absence d'indices d'infestation de termites

## F / Catégorie de termites en cause :

France métropolitaine : termite souterrain

## G / Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification:

Partie(s) de toiture en lambris rampant: structure de la charpente non visible.  
Charpente non accessible : Pas de trappe.

## H / Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification :

Parties/éléments cachés ou coffrés par embellissement (tapisseries, lambris, carrelage, faïence, parquet ou autres types de revêtement) et parties se trouvant derrière les éléments de la cuisine. Notre mission n'autorisant pas les démontages ou détérioration. Eléments divers non déplaçables: éléments de cuisine et placards encastrés.

## I / Constatations diverses :

Abords immédiats de la construction, distance de 10 mètres autour du bâti : Rien à signaler quant à la présence de termites.

Autres agents de dégradations biologiques du bois constatés le jour de la visite dans le bâti : Insectes à larves xylophages et Champignons lignivores.

## J / Moyens d'investigation utilisés : méthode et outils

Utilisation d'une lampe à forte puissance et d'un poinçon d'aide à la détection.

Examen visuel des parties visibles et accessibles.

Sondages mécaniques non destructifs des bois visibles et accessibles (sur les éléments dégradés les sondages sont approfondis et si nécessaires destructifs).

## K / Mentions complémentaires :

**Aucune trace visible d'insectes xylophages du type "Termites souterrains" en activité n'a été repérée dans le bien référencé ci-dessus le jour de la visite sur les parties visibles et accessibles.**

**Date de validité de ce certificat : 19/07/2015.**

*Le présent rapport n'a de valeur que pour le date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termite dans le bâtiment objet de la mission.*

*L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.*

*Nota 1 - Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L. 133-4 et R. 133-3 du code de la construction et de l'habitation.*

*Nota 2 - Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.*

*Nota 3 - Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par Bureau Véritas.*

## Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

### L / Signatures :

Cachet de l'entreprise

Fait à L'ILE D'OLONNE le 20 Janvier 2015

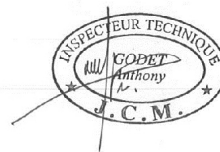
**SARL JCM**  
au capital social de 20 000 euros  
Z.A. Les Bajonnières  
85340 L'île d'Olonne  
Tél. 02 51 32 58 31  
Siret 481 965 010 00012 Code APE 743B

Opérateur de repérage et signature :

**Anthony GODET**

Approbateur :

Jean-Claude METAIS



# Termites : document(s) annexé(s) au rapport n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

N° : 1

Ordre de mission

15/01/2015 16:50 #00 P.001/001

**JCM**  
Z.A. Les Bajannières  
85340 - ILE D'OLONNE  
Tél : 02 51 32 58 31  
Fax : 02 51 95 36 77  
e-mail : [j-c-m2@wanadoo.fr](mailto:j-c-m2@wanadoo.fr)  
[www.jcm-diagnostic.com](http://www.jcm-diagnostic.com)

**Ordre de mission**

A la requête de : Agence  
☒ Office Notarial ☐ Agence  
☐ Commission Notariale

N° de la mission : 0000000000  
N° de la mission : 0000000000  
N° de la mission : 0000000000

Nom et prénom du signataire : COUDRE OUBENHO

**DIAGNOSTIC**

☒ Etat Termite  
☒ Qualité amorce :  
☒ Diagnostic Plomb :  
☒ Performance Énergie/Plomb :  
☒ Diagnostic Gaz Avant Vente :  
☒ Diagnostic Électrique :  
☒ Loi Carrez :  
☒ Autre Mission : RECHERCHER DES TERMITES

**BIEN A VISITER**

Type : MAISON

**DESCRIPTIF**

Superficie en m<sup>2</sup> : 100 m<sup>2</sup>  
Nombre de pièces : 5  
Nombre d'étages : 1  
Année de construction :  
Parcelle n° :  
Cave n° :  
Garage n° :

**ADRESSE DU BIEN**

N° de voie et nom de voie : 29 RUE DE LA PICAUDERIE  
Code postal : 85580 Ville : ST MICHEL EN L HERM

**Nr / Nom / Coordonnées**

Nr / Nom / Coordonnées	Adresse
VENDEURS/PROPRIETAIRES	1. 1 <sup>er</sup> voie et nom de voie : 2. Code postal : 3. Ville :
ACQUEREURS	1. 1 <sup>er</sup> voie et nom de voie : 2. Code postal : 3. Ville :

**FACTURATION :**  
☒ Propriétaires ☐ Acquéreurs  
☐ Office Notarial ☐ Agence  
☐ Autre

**OBSERVATIONS :**  
Personne à contacter : PIERRE QUINTARD  
Clés à prendre : DE LA MAISON  
Tirage d'échantillon :  
Personne (s) présente à titre conditionnel :  
Document (s) fourni (s) :

Observations complémentaires :  
La visite des diagnostics a été faite à l'extérieur de la maison.

Signature des actes au plus tard le :  
Ordre de mission réalisé le :  
En page 2 du présent document, nos conditions générales d'intervention.  
Document établi par JCM

Observations : Ordre de mission.

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

## Etat de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation

Arrêté du 4 avril 2011 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2008 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation et en application de la norme XP C16-600 de février 2011

### RAPPORT N° 15/01-07301

#### A / Désignation du ou des bâtiments bâti(s) :

- Localisation du ou des bâtiments bâti(s) :

Commune et département : **85580 ST MICHEL EN L HERM (Vendée)**

Adresse : **29, Rue de la Picauderie**

Etage : Oui, lot Non communiqué

Référence cadastrale : Non communiquée

Désignation et situation du **Maison d'habitation à étage de type T4.**

ou des lots de copropriété :

- Murs en pierres.
- Ouvertures en bois et PVC.
- Doublages en plâtre.
- Toiture en tuiles.

Localisation : Proche bourg.

Lot : Non communiqué

Type d'immeuble : Maison individuelle T4

Année de construction : avant 1949

Année de l'installation : 1954

Distributeur d'électricité : Non communiqué

#### B / Identification du donneur d'ordre :

Identité du donneur d'ordre :

Monsieur QUINTARD Pierre

1, Chemin de la Croix

79110 COUTURE D ARGENSON

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :  
propriétaire

#### C / Identification de l'opérateur de diagnostic :

- Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom prénom : Anthony GODET

- Raison sociale et nom de l'entreprise :

JCM Z.A. Les Bajonnières 85340 L'ILE D'OLONNE N° siret : 48196501000012

Désignation de la compagnie d'assurance : Allianz IARD N°48 867 864 Date de validité : 30/12/2015

- Certification :

Certification n°2294177 valable jusqu'au 28/09/2019 en date du 29/09/2014 par Bureau VERITAS  
CERTIFICATION

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

## D / Limites du domaine d'application du diagnostic :

Le diagnostic porte uniquement sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation.

Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles, visitables de l'installation au moment du diagnostic.

Elle s'effectue, sans déplacement de meubles ni démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles : des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros oeuvre ou le second oeuvre ou masquées par du mobilier), non visibles ou non démontables ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;

les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;

l'inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

## E / Synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité :

- ☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.
- ☒ L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).  
**Les anomalies constatées concernent :**
  - ☐ L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité
  - ☒ La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre
  - ☒ La prise de terre et l'installation de mise à la terre
  - ☒ La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit
  - ☒ La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche
  - ☒ Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche
  - ☒ Des matériels électriques présentant des risques de contact direct
  - ☒ Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage
  - ☒ Des conducteurs non protégés mécaniquement.
  - ☐ Des appareils d'utilisation situés dans des parties communes alimentés depuis la partie privative ou des appareils d'utilisation situés dans des parties privatives alimentés depuis les parties communes
  - ☐ La piscine privée
  - ☒ Autres ( voir les constatations diverses )
- ☐ L'installation intérieure d'électricité n'était pas alimentée lors du diagnostic. Les vérifications de fonctionnement du ou des dispositifs de protection à courant différentiel-résiduel n'ont pu être effectuées.
- ☒ **Constatations diverses :** ( références et libellés des constatations diverses selon l'Annexe E de la norme XP C 16-600 ).

**Le démontage du capot du tableau électrique n'est pas réalisable.**

**Il a été repéré des points d'éclairage situés au plafond, munis de dispositifs de connexion (bornes, type « dominos », etc.) ou douilles et en attente de raccordement d'un luminaire.**

**La mesure compensatoire, relative à la protection des circuits dépourvus de conducteur de protection par dispositif différentiel à haute sensibilité = 30 mA, n'est pas mise en oeuvre pour tous les circuits concernés.**

**Locaux contenant une baignoire ou une douche : la mesure compensatoire appliquée dans le cas où la valeur de la résistance électrique est supérieure à 2 ohms entre un élément effectivement relié à la LES et uniquement : les huisseries métalliques de porte et de fenêtre ; le corps métallique de la baignoire ou**

## Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

du bac à douche ; la vidange métallique de la baignoire ou du bac à douche est correctement mise en oeuvre.

[Date de validité de ce diagnostic : 19/01/2018.](#)



# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

## E.2 - Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés :

N° article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme XP C 16-600 – Annexe C	Motifs
B1.3 l)	Il n'y a qu'un seul conducteur dans une même borne du dispositif assurant la coupure d'urgence	
B2.3.1 f)	Courant différentiel assigné (sensibilité) au plus égal à 650 mA	
B2.3.1 h)	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	Courant différentiel inconnu.
B3.3.1 b)	Elément constituant la prise de terre approprié	
B3.3.1 d)	Valeur de la résistance de la prise de terre adaptée au(x) dispositif(s) différentiel(s)	
B3.3.6 c)	Section satisfaisante des conducteurs de protection	
B4.3 c)	Conducteurs de phase regroupés sous la même protection contre les surintensités en présence de conducteur neutre commun à plusieurs circuits	
B5.3 b)	Section satisfaisante du conducteur de liaison équipotentielle supplémentaire	

(1) Référence des anomalies selon la norme XP C 16-600

## F / Anomalies identifiées :

N° article (1)	Libellé des anomalies	N° article (2)	Libellé des mesures compensatoires correctement mises en oeuvre (3)
B2.3.1 b)	Le (les) dispositif(s) de protection différentielle ne comporte (ne comportent) aucune indication sur son (leur) courant différentiel résiduel assigné (sensibilité).		
B3.3.2 b)	La section du conducteur de terre est insuffisante : <b>10 mm<sup>2</sup></b>		
B3.3.4 a)	La connexion à la liaison équipotentielle principale de certaines canalisations métalliques de gaz, d'eau, de chauffage central et de conditionnement, n'est pas visible.		
B3.3.4 c)	La valeur mesurée de la résistance de continuité du conducteur de la liaison équipotentielle principale entre la borne ou barrette principale de terre ou le répartiteur de terre et les points de connexion est supérieure à 2 ohms: <b>180 Ohms</b>		
B3.3.5 b)	La section du conducteur principal de protection est insuffisante : <b>2.5 mm<sup>2</sup></b> .		
B3.3.6 a)	Des circuits ne comportent pas de conducteur de protection relié à la terre.		
B3.3.6.1	La mesure compensatoire, relative à la protection des circuits dépourvus de conducteur de protection par dispositif différentiel à haute sensibilité = 30 mA, n'est pas mise en oeuvre pour tous les circuits concernés.		
B4.3 a1)	Un ou plusieurs circuits ne sont pas protégés, à leur origine, contre les surcharges et les courts-circuits.		
B5.3 a)	Locaux contenant une baignoire ou une douche : la continuité électrique de la liaison équipotentielle supplémentaire, reliant les éléments conducteurs et les masses des matériels électriques, n'est pas satisfaisante (résistance supérieure à 2 ohms).		
B5.3.1	Locaux contenant une baignoire ou une douche : la mesure compensatoire appliquée dans le cas où la valeur de la résistance électrique est supérieure à 2 ohms entre un élément effectivement relié à la LES et uniquement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les huisseries métalliques de porte et de fenêtre ;</li> <li>• le corps métallique de la baignoire ou du bac à douche ;</li> <li>• la vidange métallique de la baignoire ou du bac à douche ;</li> </ul> est correctement mise en oeuvre.		



## Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

B6.3.1 a)	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier - respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones).		
B7.3 a)	Des enveloppes de matériels sont manquantes ou détériorées.		

# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

B7.3 c1)	Des conducteurs ne sont pas placés dans des conduits, goulottes ou plinthes en matière isolante jusqu'à leur pénétration dans le matériel électrique qu'ils alimentent.		
B7.3 d)	L'installation électrique comporte des connexions dont les parties actives nues sous tension sont accessibles.		
B8.3 a)	L'installation comporte des matériels électriques vétustes.		
B8.3 b)	L'installation comporte des matériels électriques inadaptés à l'usage.		

(1) Référence des anomalies selon la norme XP C 16-600.

(2) Référence des mesures compensatoires selon la norme XP C 16-600.

(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.

## G / Informations complémentaires :

N° article (1)	Libellé des informations
B11 a)	Au moins un circuit terminal de l'installation électrique n'est pas protégé par un dispositif différentiel à haute sensibilité = 30 mA.
B11 b)	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme XP C 16-600

## H / Identification des parties du bien ( pièces et emplacements ) n'ayant pu être visitées et justification :

Eléments divers non déplaçables: éléments de cuisine.

### Cachet de l'entreprise

**SARL JCM**  
au capital social de 20 000 euros  
Z.A. Les Bajonnières  
85340 L'île d'Olonne  
Tél. 02 51 32 58 31  
Siret 481 965 010 00012 Code APE 743B

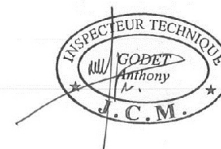
### Dates de visite et d'établissement de l'état

Visite effectuée le 19 Janvier 2015

Fait à L'ILE D'OLONNE le 20 Janvier 2015

### Opérateur de repérage et signature :

**Anthony GODET**



# Dossier de Diagnostics Techniques n° 15/01-07301

Monsieur QUINTARD Pierre : 29, Rue de la Picauderie 85580 ST MICHEL EN L HERM

## I / Objectif des dispositions et description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées :

Correspondance avec le groupe d'anomalies (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
B1	<b>Appareil général de commande et de protection</b> : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger, d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.
B2	<b>Protection différentielle à l'origine de l'installation</b> : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B3	<b>Prise de terre et installation de mise à la terre</b> : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle, peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B4	<b>Protection contre les surintensités</b> : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuit à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.
B5	<b>Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche</b> : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B6	<b>Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche</b> : Les règles de mise en oeuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B7	<b>Matériels électriques présentant des risques de contact direct</b> : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un capot, matériels électriques cassés, ...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
B8	<b>Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage</b> : Ces matériels électriques lorsqu'ils sont trop anciens n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
B9	<b>Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives</b> : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en oeuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.
B10	<b>Piscine privée</b> : les règles de mise en oeuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

(1) Référence des anomalies selon la norme XP C 16-600


## J / Informations complémentaires :

Correspondance avec le groupe d'informations (2)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
B11	<b>Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique</b> : L'objectif est d'assurer rapidement la mise hors tension de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle des mesures classiques de protection contre les chocs électriques (tels que l'usure normale ou anormale des matériels, imprudence ou défaut B11 d'entretien.....). <b>Socles de prise de courant de type à obturateurs</b> : L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

(2) Référence des informations complémentaires selon la norme XP C 16-600

Le présent document et son contenu sont protégés par les règles de la confidentialité de notre profession. Toute communication, copie ou révélation de son contenu à d'autre que le(s) destinataire(s) est strictement interdit. Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité. La reproduction d'extraits est interdite sans notre accord préalable. Au cas où ce document ne vous serait pas destiné, nous vous remercions de nous en aviser immédiatement par téléphone et de nous le retourner par voie postale, à nos frais, sans en conserver de copie.

## Attestations de certification(s) et d'assurance(s)



**BUREAU VERITAS**  
Certification

**Certificat**  
Attribué à  
**Monsieur Anthony GODET**


Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des articles L271-6 et R-271-2 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-1 du code précité.


DOMAINES TECHNIQUES		Date de Certification originelle	Validité du certificat
Amiante	Arrêté du 21 novembre 2005 relatif aux critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant des diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-1 du code précité	07/07/2014	06/07/2019
DPE sans mention	Arrêté du 19 octobre 2006 relatif aux critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant des diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-1 du code précité	12/05/2011	11/05/2016
Electricité	Arrêté du 3 juillet 2008 relatif aux critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant des diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-1 du code précité	29/09/2014	28/09/2019
Gaz	Arrêté du 6 avril 2007 relatif aux critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant des diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-1 du code précité	29/09/2014	28/09/2019
Plomb sans mention	Arrêté du 21 novembre 2005 relatif aux critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant des diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-1 du code précité	07/07/2014	06/07/2019
Termes métropole	Arrêté du 20 octobre 2008 relatif aux critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant des diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-1 du code précité	07/07/2014	06/07/2019

La validité du certificat peut être vérifiée en se connectant sur le site : [www.bureauveritas.fr/certification-diaq](http://www.bureauveritas.fr/certification-diaq)

Date : 30/09/2014  
Numéro de certificat : 2294177

**Jacques MATILLON**  
Directeur Général





**COFRAC**  
CERTIFICATION DE PERSONNES  
ACCREDITATION  
N° 14 001  
Société d'assurance  
http://www.cofrac.fr

Police n° 49 022 209 - Adhésion n° TO 137 954



### Allianz Responsabilité Civile des Entreprises et de Services

La Compagnie Allianz I.A.R.D, dont le siège social est sis 87 rue de Richelieu 75002 PARIS, atteste que

SARL JCM  
ZA BAJONNIERES  
rue du Puit Jout  
85340 ILE D'OLONNE

a souscrit auprès d'elle sous le n° 49 022 209 un contrat d'assurance ayant pour objet de satisfaire à l'obligation édictée par les articles L271-6 et R-271-2 du Code de la Construction et de l'Habitation et de la garantir contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités suivantes :

Amiante: Constat vente - Constat avant travaux ou démolition - Diagnostic Technique Amiante (DTA) ;

Plomb: Constat de Risques d'Exposition au Plomb (CREP) - Recherche de plomb avant travaux ;

Diagnostic de Performance Énergétique (DPE)

Diagnostic Termes - Etats parasitaires

Contrôle des Installations de Gaz

Contrôle des Installations Électriques

Etat de l'installation intérieure de l'électricité dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques (sécurité du travail)

Expertise sur les installations d'assainissement autonome

Loi Carrez

Diagnostic mètre habitation Loi Boulin

Garantie RC Professionnelle : 500 000 € par sinistre et par année d'assurance.

La présente attestation valable, sous réserve du paiement des cotisations, pour la période du 01/01/2015 au 31/12/2015.

Le présent document, établi par Allianz I.A.R.D, a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il ne constitue pas une présomption d'application des garanties et ne peut engager Allianz I.A.R.D au-delà des clauses et conditions du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie opposables à l'assuré le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité. Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Compagnie est réputée non écrite.

Fait à Paris le 15 décembre 2014

Pour la Compagnie Allianz I.A.R.D, et par délégation



Allianz Vie  
S.A. au capital de 943 054 425 euros  
340 234 982 RCS Paris  
N° TVA : 6208 549 704

Allianz I.A.R.D.  
S.A. au capital de 938 787 416 euros  
542 110 201 RCS Paris  
N° TVA : 6208 549 704

Entreprises régies par le Code  
Des Assurances  
Siège social :  
87 rue de Richelieu - 75002 Paris